



Date de dépôt : 29 mai 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat approuvant les états financiers individuels de
l'Aéroport international de Genève (AIG) pour l'année 2025**

Rapport de Stéphane Florey (page 3)

Projet de loi (13795-A)

approuvant les états financiers individuels de l'Aéroport international de Genève (AIG) pour l'année 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 58, lettre h, et 60, lettre e, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;
vu l'article 33 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 ;
vu l'article 38 de la loi sur l'Aéroport international de Genève, du 10 juin 1993 ;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014 ;
vu les états financiers de l'Aéroport international de Genève (AIG) pour l'année 2025 ;
vu la décision du conseil d'administration de l'Aéroport international de Genève (AIG), du 10 mars 2026,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers individuels de l'Aéroport international de Genève (AIG) comprennent :

- a) un bilan au 31 décembre 2025 ;
- b) un compte de résultat ;
- c) un tableau des variations des capitaux propres ;
- d) un tableau des flux de trésorerie ;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2025 sont approuvés.

Rapport de Stéphane Florey

La commission des finances, sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez, a voté le projet de loi mentionné en titre lors de sa séance du 20 mai 2026.

Les travaux de la commission sur ce projet de loi ont été notamment suivis par les représentants du département des finances, à savoir MM. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint, et Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a assisté la commission lors de ses travaux. M. Aurèle Dupuis a pris le procès-verbal en question. Qu'ils en soient remerciés.

En préambule, il est précisé que ce projet de loi n'a bénéficié d'aucune audition spécifique. L'AIG a été auditionné dans le cadre de l'étude du PL 13789 approuvant le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2025 lors de l'examen de la politique publique A (Autorités et gouvernance). Le rapporteur vous prie de vous référer au rapport de ce projet de loi concernant cette audition.

Discussion générale sur le PL 13795

Le groupe des Verts rappelle le scepticisme qu'il éprouve à l'égard de l'expansion de l'aéroport. Les Verts vont s'abstenir sur ce PL.

Le groupe MCG va soutenir ce projet de loi. Il n'est pas satisfait concernant la problématique de l'accès à l'eau à l'aéroport (prix des bouteilles d'eau).

Le groupe socialiste dit partager le scepticisme des Verts et précise qu'il s'abstiendra également. Il estime qu'à la lecture du rapport d'activité, il n'y a pas une vraie volonté de la part des dirigeants de l'aéroport de réduire les différentes nuisances, notamment sur l'empreinte carbone.

Le groupe PLR rappelle qu'on se situe ici sur les états financiers, et pas sur le rapport d'activité. Il précise qu'il y a une diminution des nuisances sur de nombreux aspects, notamment au niveau de l'empreinte carbone et du bruit. Le PLR acceptera ce projet de loi.

Le groupe du Centre estime que les états financiers sont bons, que l'aéroport a repris un rythme normal et il rappelle que 200 millions avaient été mis à disposition pour la crise COVID et qu'ils n'ont pas été utilisés. Selon lui, les nuisances sonores sont en nette diminution. Le Centre soutiendra ce projet de loi.

Concernant les états financiers, le groupe socialiste dit qu'il y a un élément qui illustre le fait que l'aéroport n'en fait pas assez pour diminuer les nuisances. Il s'agit de la sous-utilisation récurrente du fonds destiné aux riverains.

Votes

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13795 :

Oui : 11 (2 UDC, 1 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 MCG, 3 S, 1 Ve)

Non : —

Abstentions : 1 (1 Ve)

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

La présidente procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule Pas d'opposition, adopté

Article unique Pas d'opposition, adopté

3^e débat

La présidente met aux voix l'ensemble du PL 13795 :

Oui : 7 (2 UDC, 1 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS)

Non : —

Abstentions : 5 (2 Ve, 3 S)

Le PL 13795 est accepté.

Conclusion

Au vu de ces explications, la commission des finances prie le Grand Conseil de suivre son avis en acceptant ce projet de loi.